

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAN, IRAK

N° 11 – du 14 mars au 21 mars 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : LES DÉFIS ÉCONOMIQUES DU KURDISTAN IRAKIEN FACE AU RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ PÉTROLIÈRE

Le modèle économique kurde repose traditionnellement sur les exportations de pétrole, notamment vers la Turquie, le GRK (Gouvernement Régional du Kurdistan) disposant d'environ 20% du total des réserves pétrolières d'Irak. Les années 2022 et 2023 ont été portées par la hausse des cours du baril et un flux d'exportation de l'ordre de 450 000 b/j, avant une première diminution du volume exporté de 6% observée sur les 6 premiers mois de 2022.

Le Kurdistan irakien connaît un affaiblissement financier relatif depuis la décision d'arbitrage donnant raison à Bagdad sur son monopole des exportations d'hydrocarbures. La chute de production pétrolière kurde de 2022 fait écho à la décision de la Cour Fédérale Suprême d'Irak en février 2022, déclarant inconstitutionnelle la loi kurde sur les activités pétrolières et gazières au Kurdistan. Cette diminution, momentanément compensée par l'évolution du cours du baril, a été accentuée depuis la décision de la Cour Fédérale Suprême en mars 2023. Le GRK doit ainsi interrompre ses exportations et se voit privé de ses revenus du pétrole et doit négocier avec Bagdad. Deux accords préliminaires ont été trouvés au printemps 2023, portant sur un mécanisme de partage du budget fédéral et des revenus liés aux hydrocarbures.

Ce nouveau paradigme intervient alors que le Kurdistan connaît une situation économique et budgétaire très dégradée depuis 2014, les transferts de Bagdad étant régulièrement suspendus depuis dix ans. Les transferts financiers au GRK sont en effet suspendus tant que le pétrole n'est pas envoyé à Bagdad, ce qui fragilise la position budgétaire du GRK. Les dépenses récurrentes du GRK sont élevées, avec 800 M USD de salaires par mois, ce qui représente 90% des recettes publiques. Alors que le PIB kurde est estimé entre 25 et 30 Mds USD, son niveau de dette publique se situe entre 30 et 31 Mds USD au début de l'année 2024. La trajectoire d'endettement est par ailleurs très dynamique, avec un stock supplémentaire de 2 Mds USD chaque année. Cette trajectoire insoutenable est due à une masse salariale disproportionnée du secteur public : les agents publics, les retraités et les peshmergas représentent 1,3 million de personnes, sur 6 millions d'habitants du Kurdistan.

Des réformes seraient nécessaires pour assurer la résilience économique face aux chocs externes et internes. La modernisation du système financier est une des urgences affichées par le gouvernement. En effet, il existe une *cash economy* issue d'une économie informelle très importante. Le système bancaire est vétuste, ne sert qu'aux opérations de dépôts, tandis que la bancarisation de la population demeure très faible. Pour cela, des démarches et des initiatives de numérisation des paiements ont été entreprises, notamment en partenariat avec les grandes banques privées. Ces initiatives concernent également le versement des salaires sur les comptes bancaires, en anticipant un surplus d'épargne qui pourrait en résulter. Par ailleurs, des investissements publics en infrastructures sont nécessaires et une rationalisation des services publics est indispensable, notamment dans le domaine de l'électricité. Au Kurdistan, 3,4 Gw d'électricité sont distribués sur 7 Gw d'électricité produite : énormément de pertes sont dues à des réseaux défectueux ainsi qu'à des pertes non techniques.

LE CHIFFRE À RETENIR

110%

RATIO DETTE/PIB ESTIMÉ
DU KURDISTAN IRAKIEN

Service Économique Régional de Beyrouth

ÉGYPTE

1. L'UNION EUROPÉENNE SIGNE UN ACCORD DE PARTENARIAT DE 7,4 MDS € AVEC L'ÉGYPTE.

La Présidente de la Commission Européenne Mme Ursula von der Leyen, s'est rendue au Caire accompagnée de cinq chefs d'État et de gouvernements européens (Italie, Belgique, Autriche, Grèce, Chypre) le 17 mars 2024. Elle a signé avec le Président Sissi [un partenariat stratégique](#) global reposant sur six piliers: dialogue politique, stabilité économique, investissements et commerce, migration et mobilité, sécurité et ressources humaines. Un soutien financier de l'UE pouvant atteindre jusqu'à 7,4 Mds EUR a également été annoncé à cette occasion. L'accord comprend 5 Mds EUR d'assistance macro financière sous forme de prêts concessionnels destinés à soutenir les réformes économiques du pays (dont 1 Md sera versé avant la fin 2024), 1,8 Md d'investissements privés avec des garanties européennes (fonds de l'instrument européen pour le voisinage, le développement et la coopération NDICI) et 600 M EUR de dons dont 200 M EUR pour la lutte contre les migrations illégales et 40 M EUR d'aide pour les projets bilatéraux. Ces financements couvrent la période 2024-2027 et s'ajoutent aux récentes annonces qui ont marqué le début de l'année 2024, dont les 35 Mds USD investis par le Fonds souverain émirati ADQ ainsi que l'élargissement à 8 Mds USD avec le Fonds monétaire international.

2. AIDE DE 6 MDS\$ DE LA BANQUE MONDIALE.

Dans un [communiqué](#) publié par la Banque Mondiale le 18 mars 2024, l'institution annonce le déblocage d'une aide pour l'Égypte à hauteur de 6 Mds USD sur les trois prochaines années, dont une première moitié serait destinée à soutenir les réformes économiques mises en place par le gouvernement, l'autre moitié utilisée comme appui au secteur privé (sous l'égide de la Société financière internationale, organisation de la Banque Mondiale dédiée au secteur privé). La Banque indique vouloir soutenir trois principaux piliers que sont la compétitivité des entreprises, la résilience macroéconomique et la transition verte. Soumise à l'approbation du Conseil d'Administration de la Banque prévu avant fin juin 2024, cette annonce s'inscrit dans la lignée de l'accord au niveau des équipes techniques avec le Fonds monétaire international intervenu le 6 mars 2024.

3. S & P REVOIT SA PERSPECTIVE SUR L'ÉGYPTE DE « STABLE » À « POSITIVE ».

L'agence de notation S&P a annoncé le 18 mars la révision à la hausse de ses perspectives sur la note souveraine égyptienne, de stable à positive, confirmant la note de B-. Cette décision s'explique principalement par **(i)** les améliorations attendues de la position extérieure égyptienne, **(ii)** l'atténuation des pénuries de devises étrangères et **(iii)** l'annonce du flottement du taux de change au début du mois de mars qui devrait permettre de stimuler la croissance et soutenir le plan d'assainissement budgétaire du gouvernement. S&P évalue également positivement les efforts du gouvernement égyptien notamment dans le renforcement du secteur privé. Cette annonce fait suite à une l'annonce similaire la semaine précédente de l'agence Moody's.

Agence	Notation	Perspective	Dernière révision
Moody's	Caa1	Positive	mars-24
Standards & Poors	B-	Positive	mars-24
Fitch	B-	Stable	nov-23

4. NOUVEL INVESTISSEMENT DE 175 M€ DE ST GOBAIN POUR LA CONSTRUCTION D'UNE USINE DE VERRE.

La première pierre d'une troisième usine de verre de Saint-Gobain en Égypte a été posée le 21 mars dans la zone industrielle d'Ain Sokhna, pour un montant d'investissement totalisant 175 M EUR. [L'évènement](#) a réuni M. Walid Gamal El Din, président de l'Autorité générale de la Zone économique du canal de Suez, ainsi que M. Éric Chevalier, ambassadeur de France en Égypte, et M. Hady Nassif directeur général de Saint Gobain pour la région Méditerranée orientale et Moyen-Orient. L'usine, dont 60% de la production est destinée à l'export, sera alimentée en électricité par une centrale solaire d'une capacité de 10 MW. Pour rappel, l'investissement de Saint-Gobain en Égypte s'était également traduit en juin 2023 par l'acquisition de la filiale cimentière d'Orascom Construction Drymix pour 25,4 M USD.

IRAK

1. COOPÉRATION AVEC L'AIEA.

Le Directeur Général de l'Agence Internationale pour l'Énergie Atomique (AIEA), M. Rafael Grossi, a rencontré le Premier Ministre Mohammed Chia Al Soudani lors d'une visite à Bagdad le 18 mars. Les discussions ont porté sur un projet de programme irakien dans le domaine de l'énergie nucléaire incluant les SMRs (petits réacteurs modulaires). M. Grossi a déclaré que l'AIEA allait intensifier son

soutien à l'Irak dans le cadre de son programme mondial *Rays of Hope* de lutte contre les cancers dans les pays à faible revenus et revenus intermédiaires. L'AIEA va fournir des équipements de radiothérapie et de la formation. Le Directeur général de l'AIEA a visité plusieurs hôpitaux. L'AIEA va également soutenir l'Irak dans la réhabilitation de sites contaminés par du matériel radioactif. M. Grossi a visité le site d'Al Tuwaitha, lieu historique du programme nucléaire irakien. Une délégation irakienne se rendra à Vienne début avril pour établir une feuille de route avec l'AIEA sur un programme de développement des technologies nucléaires.

2. AJUSTEMENT À LA BAISSÉ DES EXPORTATIONS DE PÉTROLE.

Le Ministre du Pétrole, M. Hayan Abdul-Ghani, a indiqué que l'Irak allait réduire ses exportations de pétrole à 3 Mb/j dans les prochains mois pour compenser le dépassement, en janvier et février 2024, de son quota de production de 4 Mb/j. En effet, selon le ministère du Pétrole, l'Irak a exporté 3,43 Mb/j en février alors que huit pays membres de l'OPEP+, dont l'Irak, avaient décidé fin novembre 2023 des réductions unilatérales de production pour le 1^{er} trimestre 2024. Pour l'Irak, la réduction était de 220 000 b/j et s'ajoutait à une précédente réduction de 211 000 b/j annoncée en avril 2023. Début mars 2024, les ministres du Pétrole de ces huit pays de l'OPEP+ décidaient la reconduction pour le 2^{ème} trimestre 2024 des réductions de production annoncées pour le 1^{er} trimestre 2024.

3. L'IRAK DISPOSERAIT DE 6 MOIS DE RÉSERVES DE BLÉ.

Le Ministre du commerce Atheer Al-Ghareeri a déclaré que les entrepôts de son ministère étaient remplis à hauteur de 2 millions de tonnes de blé, avec la mise en place d'une réserve stratégique représentant six mois de consommation. Il a estimé que la sécurité alimentaire du pays est satisfaisante et que les prix des produits alimentaires sont stables. Des opérations de contrôle des prix ont lieu sur les marchés de la capitale et dans les provinces.

4. CAPACITÉS HÔTELIÈRES À BAGDAD.

À l'occasion d'une visite des hôtels Rixos et Mövenpick en construction (deux marques du groupe Accor) dans la capitale, le Premier Ministre Mohammed Chia Al Soudani a fait part de la nécessité de construire de nouveaux complexes hôteliers. L'Irak a pour ambition de développer l'accueil de conférences et d'événements internationaux.

IRAN

1. AUGMENTATION DU SALAIRE MINIMUM SUR FOND DE DÉSACCORD AVEC LES SYNDICATS.

À l'issue d'une réunion du Conseil du travail, un décret prévoyant l'augmentation de 35,3 % du salaire minimum pour la nouvelle année 2024/2025 a été adopté - sans la signature des représentants des syndicats de travailleurs, qui auraient quitté la réunion - passant de 53 M IRR (80 € au taux 1 € = 665 000 IRR) à 72 M IRR (108 €) par mois. Les représentants syndicaux auraient fait valoir **(i)** que cette augmentation était inférieure à l'inflation annuelle telle que calculée par la Banque Centrale (43%) et **(ii)** que le prix du panier mensuel de biens essentiels pour un foyer de 3,3 personnes (moyenne nationale) s'élevait à 211 M IRR (317 €). Ils auraient ainsi réclamé, en amont de la réunion du Conseil, que le salaire minimum mensuel soit porté à 150 M IRR (226 €).

2. INVESTISSEMENTS DANS LA PRODUCTION PÉTROLIÈRE.

Le Premier Vice-Président et le Ministre du pétrole ont annoncé cette semaine la signature de contrats entre la NIOC (*national iranian oil company*) et des entreprises nationales pour l'exploitation de champs pétroliers, en particulier celui d'Azadegan. Un contrat de 20 ans, d'une valeur de 11,5 Mds \$, aurait été signé avec la *Dasht Azadegan Arvand oil and gas development company* pour le développement intégré de ce dernier, en vue d'augmenter sa production de 205.000 b/j à 550.000 b/j. Un contrat de 20 ans d'une valeur d'environ 1 Mds \$ aurait également été signé avec la *Sarvak Azar Engineering and Development Company* en vue de produire un total de 177 MB de pétrole brut sur le champ pétrolifère d'Azar.

3. VERS UNE AGGRAVATION DES PÉNURIES DE MÉDICAMENTS.

Le Président de l'Association des propriétaires des industries pharmaceutiques a déclaré dans une interview qu'une aggravation des pénuries de médicaments était à prévoir en raison d'un manque de liquidités, dû essentiellement à l'accroissement de la dette publique envers cette industrie – le budget alloué au gouvernement à cette industrie administrée ne correspondant qu'à 66% de ses besoins - et l'impossibilité de contracter des prêts, ne lui permettant pas d'obtenir les devises fortes nécessaires à son fonctionnement, ainsi qu'au coût de la main d'œuvre et à l'inflation.

ISRAËL

1. LES BANQUES ISRAËLIENNES AFFICHENT DES RÉSULTATS ENVIABLES.

Malgré des baisses de performance aux deux derniers trimestres de 2023, les quatre principales banques israéliennes restent dans une situation confortable et généralement en amélioration par rapport à 2022. Les profits liés aux opérations immobilières (crédits hypothécaires) y contribuent beaucoup. Ces résultats 2023 des quatre principales banques du pays permettent ainsi de comprendre l'introduction pour 2024 d'une taxe spécifique sur les profits bancaires annoncée la semaine dernière.

	Discount bank	Leumi	Mizrahi Tefahot	Hapoalim
Retour sur capitaux propres	15,70%	13,70%	19,10%	15,30%
Profit net en ILS	4,2 Mds	7 Mds	4,9 Mds	7,4 Mds

2. CONSTRUCTION D'UN CÂBLE ÉLECTRIQUE SOUS-MARIN ENTRE ASHKELON ET HAIFA.

Le Conseil national de planification et construction vient d'approuver le projet de construction d'un câble électrique sous-marin qui longera la côte méditerranéenne sur environ 150 km. Il a pour but d'acheminer l'électricité solaire produite dans le sud du pays vers les principales zones de consommation au centre et au nord.

3. OBLIGATION D'ÉTIQUETAGE EN HÉBREU POUR LES PRODUITS FRAIS.

Le pays d'origine des produits sera bientôt indiqué sur les étals. En cette période de guerre et de difficultés liées au manque de main d'œuvre dans la filière agricole, cette mesure vise à renforcer les achats de produits nationaux. Elle devrait surtout nuire aux importations de Turquie, de plus en plus importantes pour les fruits et légumes alors même qu'Ankara a adopté une position jugée hostile par le gouvernement israélien.

4. REMPLACEMENT DES TRAVAILLEURS PALESTINIENS.

Depuis la suspension des permis de travail des Palestiniens, le gouvernement met en œuvre leur remplacement, notamment pour la construction et l'agriculture. Toutefois, depuis octobre 2023 ce sont seulement 1004 nouveaux ouvriers moldaves, hongrois, indiens ou sri lankais qui sont venus en Israël. Les arrivées devraient s'accélérer dans les mois qui viennent en provenance du sous-continent indien, des Balkans voire d'Ouzbékistan, d'Équateur ou du Kenya. Pour 2024, les autorités israéliennes entendent autoriser 45 000 travailleurs dans le cas

d'accords bilatéraux et 20 000 embauchés par des sociétés de main d'œuvre privées.

JORDANIE

1. LA JORDANIE CLASSÉE 31^{ÈME} AU « MISERY INDEX » EN 2023.

Selon « l'Annual Misery index 2023 », la Jordanie serait au 31^{ème} rang (sur 157) des pays pour lequel la situation économique des habitants est la plus préoccupante. Cet indicateur, développé par l'économiste américain, Steve Hank, est calculé en prenant en compte le taux d'inflation, le taux de chômage, les taux d'intérêt et le PIB par habitant. Bien que son score ait diminué (52,9 en 2023 contre 56,3 en 2022), le Royaume occupe la même position qu'en 2022.

2. SIGNATURE D'UN ACCORD DE FINANCEMENT ENTRE MIYAHUNA ET L'USAID.

L'entreprise publique Miyahuna – en charge des services d'assainissement et de distribution de l'eau pour les gouvernorats d'Amman, Zarqa, Madaba et Balqa – a signé avec l'USAID un accord de financement à hauteur de 15 M USD. Cet accord a pour objectif de sécuriser environ 12 M de mètres cubes d'eau supplémentaires pour l'approvisionnement des gouvernorats, tout en améliorant l'efficacité du système de distribution et en réduisant les pertes physiques et commerciales.

LIBAN

1. RISQUES ÉCONOMIQUES LIÉS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE AU LIBAN.

Selon le *Country Climate and Development Report* (CCDR) réalisé par la Banque Mondiale, le Liban est l'un des pays de la région ANMO les moins prêts à faire face au changement climatique. Le fonctionnement et l'état du secteur énergétique, qui contribue à 60% des émissions de gaz à effet de serre du pays, représente le risque le plus important pour l'économie et l'environnement au Liban. Le changement climatique va par ailleurs avoir des conséquences sur des secteurs clés du redressement économique, en particulier l'agriculture (pertes estimées à 250 M USD par an) et le tourisme (pertes estimées autour de 500 M USD par an). Les effets du changements climatiques affecteront négativement plusieurs indicateurs macro-économiques (entre -1,1% et -2% du PIB réel en 2040), et ce encore plus fortement dans un environnement économique dégradé et avec des marges de manœuvres

budgétaires limitée. Les besoins d'investissements pour la période 2024-2027 afin de répondre à ces défis sont estimés à 770 M USD, dont environ 34% des fonds pour le secteur de l'eau et 39% pour le secteur de l'énergie.

2. PROGRESSION DU TOURISME EN 2023 MALGRÉ LE CONFLIT AU PROCHE-ORIENT.

D'après le Ministère du Tourisme, l'année 2023 a été marquée par une réelle amélioration des flux touristiques au Liban avec plus de 1,67 millions de visiteurs. Cela constitue une progression de 14% par rapport à 2022, et de 87% par rapport à 2021. Le nombre de visiteurs a augmenté pour tous les trimestres en comparaison avec 2022, hormis pour le dernier trimestre de 2023 affecté par le déclenchement du conflit au Proche-Orient (-24% par rapport à l'année précédente). Les arrivées des mois d'octobre, novembre et décembre ont ainsi respectivement diminué par rapport à 2022 de 17%, 37% et 22%. La majorité des visiteurs étaient en provenance d'Europe (40%), suivis par les pays arabes (26%) et par le continent américain (20%).

PALESTINE

1. PERTES DU SECTEUR BANCAIRE DEPUIS LA GUERRE À GAZA.

Après de bons résultats au cours des trois premiers trimestres de 2023, sept banques palestiniennes^[1] ont enregistré des pertes importantes à partir du 7 octobre 2023. Leurs bénéficiaires sont ainsi passés de 139 M USD en 2022 à 56 M USD en 2023, soit une diminution de 60%. Ces résultats s'expliquent en grande partie par la hausse importante des provisions pour pertes sur prêts (ALL) compte-tenu des risques croissants de défauts sur les portefeuilles de prêts, au regard des **i)** suspensions de permis de travail en Israël de près de 200.000 Palestiniens ; **ii)** des retards de paiement sur les salaires des fonctionnaires et **iii)** du ralentissement général de l'activité économique en Cisjordanie. Les banques en question ont par ailleurs subi des pertes sur leurs agences à Gaza.

Pour Bank of Palestine, qui domine le secteur, le bénéfice net après impôt s'est établi à 16,5 M USD, contre 66,6 M USD pour la même période en 2022, soit une diminution de 75,2 %.

Les bénéfices de l'Arab Islamic Bank ont baissé de 58% en 2023 (5,51 M USD en 2023 contre 13 M USD

en 2022). Ceux de Palestine Islamic Bank ont aussi diminué de 15,3 M USD en 2022 à 4,8 M USD en 2023 soit une diminution de 68,4%. Enfin, les bénéfices de Quds Bank ont enregistré une baisse de 56% (9,2 M USD en 2023, contre 20,9 M USD en 2022).

2. NOMINATION D'UN EXPERT ÉCONOMIQUE PROCHE DU PRÉSIDENT ABBAS AU POSTE DE PREMIER MINISTRE.

Le Président palestinien Mahmoud Abbas a chargé le 14 mars le Dr Muhammad Mustafa de former le dix-neuvième gouvernement palestinien. Membre du Comité exécutif de l'OLP (mais non du Fatah, conformément à l'annonce d'un gouvernement technocratique), Mohammed Mustapha présidait le Fonds d'investissement pour la Palestine depuis 2015 et dirigeait avant cette date la première compagnie palestinienne de télécommunications Paltel. Il assurait également un rôle de conseiller économique auprès du président palestinien depuis 2005.

Titulaire d'un doctorat en économie de l'université George Washington, le nouveau Premier Ministre, âgé de 69 ans, a travaillé à la Banque Mondiale de 1991 à 2005. Il a également conseillé les dirigeants koweïtiens et saoudiens, au sein des fonds d'investissement publics (1 Md USD d'actifs).

Mohammed Mustapha a joué un rôle-clef dans le processus de reconstruction de Gaza après la guerre de 2014. Il souhaite fonder son action sur une restauration de la présence de l'Autorité palestinienne à Gaza et développer les échanges et connexions entre l'enclave et la Cisjordanie

3. L'ACCÈS À L'EAU DES PALESTINIENS, UN DÉFI HABITUEL PARTICULIÈREMENT CRITIQUE DEPUIS LE DÉCLENCHEMENT DE LA GUERRE À GAZA.

Selon un communiqué de presse du Bureau Palestinien de Statistiques (PCBS) et l'autorité Palestinienne de l'EAU (PWA), la consommation d'eau moyenne palestinienne par habitant est encore inférieure au niveau minimum recommandé au niveau mondial selon les normes de l'Organisation mondiale de la santé (100 L/jour). Avec la rareté de l'eau et les restrictions sur l'accès aux ressources, les Palestiniens sont forcés d'acheter 22% de leur eau à la société Israélienne de l'eau Mekorot.

La situation est particulièrement critique pour la bande de Gaza. Avant même le déclenchement de la guerre, seulement 4% de la population de Gaza avait accès à de l'eau potable. Avec une seule usine de dessalement en activité aujourd'hui dans le sud

[1] Bank of Palestine, Arab Islamic Bank, Quds Bank, Safa Bank, Palestine Investment Bank, the National Bank, Palestine Islamic Bank

de l'enclave et la destruction de 40% des réseaux depuis la guerre, la moyenne par habitant disponible pour les habitants a considérablement chuté pour s'établir à 3-15 litre par jour.

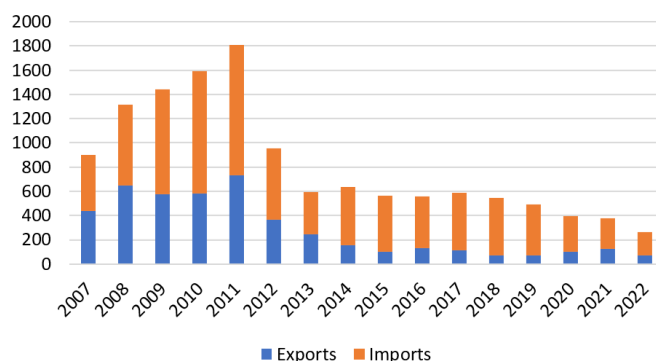
SYRIE

1. RESTRUCTURATION DES ENTREPRISES D'ÉTAT SYRIENNES DANS LE SECTEUR DU TEXTILE.

La restructuration des entreprises industrielles d'État syriennes se poursuit avec la fusion des deux organisations textiles d'État, pour former la Société générale de l'industrie textile. Une mesure similaire a été adoptée en janvier 2024, où une entreprise publique et une entité sectorielle liées au ciment ont été fusionnées pour former une unique organisation (Société Générale pour la fabrication et la commercialisation du ciment et des matériaux de construction). Cela permet au régime de concentrer les moyens financiers dans des entités uniques et de superviser plus efficacement le secteur et usines publiques affiliées. Des améliorations de productivité et de gestion des chaînes de valeur sont

attendues, tout comme la réhabilitation d'usines endommagées grâce aux revenus du secteur. Damas souhaite ainsi redynamiser un secteur qui employait avant le conflit près de 10% de la population active, ainsi que poursuivre ses engagements de restructuration des entreprises publiques entamés depuis 2017

EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE TEXTILES DE LA SYRIE DE 2007 À 2022 (EN M USD)



PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	398	255	366	522	51	18*	18	8,2*
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4498	3365*	3531	353
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	-0,5	-6,0	-5,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-4,6	-7,7	-5,5	-4,2	-5,3	-1,3*	-1,3	N/a
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	93	49	31	62	112	181	47	N/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A2	C	D	N/a	N/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	35,7	4,0	38,5	3,0	1,6	192,3	5,9	N/a
PMI	Statistiques officielles	47,1	N/a	50,8	47,4	N/a	48,4	N/a	N/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1761	336	282	1870	348	370	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1098	1629	41	1467	47	98	4	5

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
 POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr